

Le 22 juin 2012

Monsieur Pat Martin, député
Président
Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires
de la Chambre des communes
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits, rapport du
Comité, juin 2012

Monsieur le Président,

C'est dans l'esprit de l'engagement du directeur parlementaire du budget à toujours mieux répondre aux besoins des comités parlementaires chargés d'examiner les prévisions budgétaires du gouvernement, énoncé à l'alinéa 79.2c) de la *Loi sur le Parlement du Canada*, 1985, que je vous écris au sujet du récent rapport du Comité sur l'amélioration du processus des prévisions budgétaires ainsi que des recommandations qu'il a formulées et que les partis appuient.

Si les recommandations sont bien mises en œuvre, elles amélioreraient grandement la qualité de l'information communiquée au Parlement. Ainsi, j'estime que l'adoption d'un moyen de contrôle de l'architecture des activités de programme permettrait un meilleur examen parlementaire des dépenses publiques et constituerait, en conjonction avec les autres recommandations, un grand pas en avant.

Comme l'ont souligné un bon nombre de témoins, il existe plusieurs options de mise en œuvre des recommandations, notamment les pratiques de territoires comparables dont le Parlement est de type britannique comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Afrique du Sud. De telles mises en œuvre viennent appuyer l'application de ces recommandations. À titre d'exemple, vous trouverez ci-joint un tableau factice d'une des façons de présenter certaines recommandations importantes au Parlement grâce à un meilleur processus des prévisions budgétaires.

Je serai heureux de fournir au Comité les conseils et le soutien qu'il jugera utiles à mesure que les étapes de mise en œuvre des recommandations seront envisagées et franchies.

Je crois comprendre que le président du Conseil du Trésor a aussi exprimé son appui à l'important travail du Comité dans ce domaine. Je lui ai donc fait parvenir copie de la présente.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Le directeur parlementaire du budget,



Kevin Page

c. c. L'honorable Tony Clement, député
Président
Conseil du Trésor du Canada

P. j.

Budget principal des dépenses de 2012-2013 : Agriculture												
Résultats (tirés du RMR)				Dépenses projetées	Budget principal des dépenses	Dépenses prévues (RPP)	Variations marginales du budget de 2012	Projection à moyen terme (tirée du RPP)				
2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2012-2013		2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Agriculture et Agroalimentaire												
Dépenses (millions \$)	3438.8	2585.7	2605.1	2674.7	2991.5	2418.4	3012.5	TBD	2485.1	2410.3		
Équivalents temps plein (ETP)	6702	6385	6280	6266	6117	6117	6117	TBD	6117	6117		
Principales priorités organisationnelles (tirées du RPP pour l'exercice en cours)	Élaborer l'accord sur le cadre stratégique fédéral-provincial-territorial (FPT) (Cultivons l'avenir 2) et des accords bilatéraux, et préparer la mise en œuvre des activités fédérales; Défendre les intérêts commerciaux à l'échelle nationale et internationale; Soutenir les activités qui permettent la création et le transfert du savoir, améliorent les produits, les procédés ou les pratiques, et qui favorisent leur adoption et la commercialisation en vue d'ajouter de la valeur aux exploitations agricoles, aux entreprises ou au secteur; Améliorer la performance environnementale du secteur pour contribuer au plan d'action du Canada pour la durabilité de l'environnement; Transformer les pratiques opérationnelles d'AAC en améliorant l'efficacité et l'efficience des programmes, des services et des activités pour relever les défis futurs; Promouvoir le renouvellement de la fonction publique.											
Risques (tirés du RPP pour l'exercice en cours)	Crise majeure; État de préparation pour la reprise des activités de GI-TI à la suite d'une catastrophe; Infrastructure; Gestion du savoir et de l'information; Milieu de travail; Risques liés aux programmes.											
1. Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels respectueux de l'environnement.												
<i>AAC appuie un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels durable tant du point de vue économique qu'environnemental, c'est-à-dire un secteur capable de bien gérer les ressources naturelles disponibles et capable de s'adapter aux conditions environnementales changeantes. En relevant d'importants défis environnementaux au Canada, notamment l'impact de l'agriculture sur la qualité et l'utilisation de l'eau, l'adaptation aux répercussions des changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole et l'exploration de nouveaux débouchés économiques, le secteur contribuera à assainir l'environnement et à créer des conditions de vie plus saines pour l'ensemble de la population canadienne, tout en augmentant sa propre rentabilité.</i>												
Dépenses (millions \$)			177.9	179.5	219.6	184.6	184.6		87.7	71.4		
Équivalents temps plein (ETP)			1078	1093	S.O.	S.O.	1055		1055	1055		
1.1 Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental												
Dépenses (millions \$)			92.9	89.8	64.3	53.7	53.7		28.4	27.1		
Équivalents temps plein (ETP)			686	682	S.O.	S.O.	658		658	658		
Résultats attendus	Le secteur agricole et agroalimentaire prend des décisions qui prévoient la mise en place de saines pratiques environnementales.											
Principaux risques												
1.2 Mesures à la ferme												
Dépenses (millions \$)			85.0	89.7	155.3	130.9	130.9		59.3	44.3		
Équivalents temps plein (ETP)			392	411	S.O.	S.O.	397		397	397		
Résultats attendus	Les producteurs agricoles évaluent et atténuent mieux les risques agroenvironnementaux.											
Principaux risques												
2. Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif qui gère les risques de manière proactive.												
<i>La capacité du Canada de produire, de transformer et de distribuer de façon rentable des produits agricoles, agroalimentaires et agro-industriels sûrs, sains et de grande qualité dépend de notre aptitude à gérer les risques de manière proactive, à réduire les risques au minimum et à élargir nos marchés intérieurs et extérieurs pour le secteur, en répondant, voire en surpassant, les exigences et les attentes des consommateurs. La gestion proactive des risques, qui vise à garantir la salubrité des aliments, le développement des marchés et la sensibilité à leurs exigences, ainsi que l'amélioration de la réglementation contribueront directement à la stabilité et à la prospérité économique des producteurs canadiens et accentueront la sécurité des activités dans ce secteur pour le public canadien.</i>												
Dépenses (millions \$)			1,722.3	1,656.0	2,005.5	1,542.7	2,109.7		1,959.8	1,930.1		
Équivalents temps plein (ETP)			1515	1337	S.O.	S.O.	1230		1230	1230		
2.1 Gestion des risques de l'entreprise												
Dépenses (millions \$)			1,508.2	1,452.5	1,742.2	1,295.7	1,859.4		1,859.9	1,858.3		
Équivalents temps plein (ETP)			714	486	S.O.	S.O.	418		418	418		
Résultats attendus	Réduction des pertes de revenu des producteurs.											
Principaux risques												
2.2 Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments												
Dépenses (millions \$)			98.1	95.2	120.1	94.3	97.6		22.0	12.3		
Équivalents temps plein (ETP)			343	342	S.O.	S.O.	310		310	310		
Résultats attendus	Augmentation de la salubrité des systèmes alimentaires.											
Principaux risques												
2.3 Développement du commerce et des marchés												
Dépenses (millions \$)			100.5	93.4	113.0	114.3	114.3		62.6	44.2		
Équivalents temps plein (ETP)			385	428	S.O.	S.O.	416		416	416		
Résultats attendus	Améliorer le développement des marchés et en faciliter l'accès pour le secteur agricole.											
Principaux risques												
2.4 Facilitation de l'efficacité de la réglementation												
Dépenses (millions \$)			12.5	12.1	27.0	35.7	35.7		12.6	12.6		
Équivalents temps plein (ETP)			49	57	S.O.	S.O.	62		62	62		
Résultats attendus	Augmentation du nombre des pesticides à usage limité, d'outils de lutte antiparasitaire présentant des risques réduits, d'allégations santé, d'aliments nouveaux et d'ingrédients autorisés ou disponibles.											
Principaux risques												
2.5 Conseil des produits agricoles du Canada												
Dépenses (millions \$)			3.0	2.8	3.2	2.7	2.7		2.7	2.7		
Équivalents temps plein (ETP)			24	24	S.O.	S.O.	24		24	24		
Résultats attendus	La part du marché intérieur des producteurs canadiens de poulet, d'œufs, d'œufs d'incubation et de dinde est stable ou augmente; Les prix à la consommation du poulet, des œufs et de la dinde sont plus stables que ceux des autres sources de protéines animales et comparables à ceux des autres aliments.											
Principaux risques												
3. Un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels.												
<i>L'innovation dans le secteur comprend, d'une part, la mise au point et la commercialisation de produits agricoles à valeur ajoutée, ainsi que de systèmes, de procédés et de technologies axés sur le savoir et, d'autre part, l'amélioration des compétences et stratégies en matière de commerce et de gestion dans le secteur, pour que celui-ci puisse saisir les débouchés et gérer le changement. L'innovation est vitale pour l'amélioration constante de la productivité, de la rentabilité, de la compétitivité et de la durabilité des collectivités rurales et du secteur canadien de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels.</i>												
Dépenses (millions \$)			347.0	486.7	427.8	410.4	415.4		165.6	140.1		
Équivalents temps plein (ETP)			1638	1673	S.O.	S.O.	1715		1715	1715		
3.1 Sciences, innovation et adoption												
Dépenses (millions \$)			275.7	360.3	299.6	339.4	339.4		147.8	123.7		
Équivalents temps plein (ETP)			1452	1488	S.O.	S.O.	1536		1536	1536		
Résultats attendus	Un secteur agricole et agroalimentaire qui utilise la science pour améliorer ou transformer des denrées en de nouveaux produits à valeur ajoutée.											
Principaux risques												
3.2 Développement de l'agroentreprise												
Dépenses (millions \$)			48.6	104.3	102.3	51.0	56.0		12.8	11.5		
Équivalents temps plein (ETP)			45	42	S.O.	S.O.	41		41	41		
Résultats attendus	Augmentation du nombre d'objectifs commerciaux atteints.											
Principaux risques												
3.3 Développement des régions rurales et développement des coopératives												
Dépenses (millions \$)			22.0	21.1	25.9	20.0	20.0		5.2	5.2		
Équivalents temps plein (ETP)			88	91	S.O.	S.O.	88		88	88		
Résultats attendus	Développement de nouvelles activités économiques dans les collectivités rurales; Les Canadiens sont mieux placés pour utiliser le modèle coopératif en vue de répondre à leurs besoins économiques et sociaux.											
Principaux risques												
3.4 Agence canadienne du pari mutuel												
Dépenses (millions \$)			0.7	1.0	0.0	0.0	0.0		-0.2	-0.3		
Équivalents temps plein (ETP)			53	52	S.O.	S.O.	50		50	50		
Résultats attendus	Déroulement équitable des paris mutuels pour les parieurs canadiens.											
Principaux risques												
4. Services internes												
Dépenses (millions \$)			357.9	352.5	338.6	280.7	302.8		272.0	268.7		
Équivalents temps plein (ETP)			2049	2163	S.O.	S.O.	2117		2117	2117		
Résultats attendus												
Principaux risques												
Notes :	1	1				2	3					

1- L'architecture des activités de programme a changé - la comparaison avec l'année précédente est impossible.

2- Les dépenses projetées témoignent des niveaux de financement autorisé jusqu'à la fin de l'exercice, et pas nécessairement des prévisions de dépenses.

3- Les dépenses prévues tiennent compte des fonds déjà inscrits dans les niveaux de référence du Ministère ainsi que des montants qui seront autorisés dans le cadre du Budget principal des dépenses (pour les années de planification 2012-2013 à 2014-2015), tels qu'ils sont présentés dans la Mise à jour annuelle des niveaux de référence. Elles comprennent également les rajustements de fonds approuvés dans le plan financier du gouvernement pour les années à venir, mais qui ne sont pas encore inscrits dans les niveaux de référence du Ministère. Les dépenses prévues ne tiennent pas compte des nouveaux renseignements contenus dans le Budget 2012. Le Budget supplémentaire des dépenses 2012-2013 fournira plus d'information à cet égard.